

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°11 - VENDREDI 10 OCTOBRE 2008

## Universitas Calamitatum <sup>(1)</sup>

**A** la mise en place de la réforme LMD<sup>(2)</sup>, nombreux sont ceux, parmi les lycéens issus des classes les plus populaires, à s'être résignés de s'engager dans un cursus universitaire. Trois ans pour valider un premier cycle, c'est long et couteux. L'augmentation des frais d'inscription à l'université n'arrange pas plus les étudiants dont les parents disposent de faibles revenus. Voilà comment, progressivement, on tente de rationaliser la marginalisation des étudiants issus des milieux populaires et la sélection des étudiants socialement les plus disposés à la réussite.

Quatre années plus tard, Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche signe la loi LRU<sup>(3)</sup>. La rhétorique professionnalisante de cette réforme est sans doute l'axe majeur. Le plus pervers aussi. Faute de débouchés dits « concrets », les filières issues des sciences humaines sont les laissées-pour-compte de la réforme. En pleine campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait prévenu : « Si les étudiants veulent faire de la sociologie, très bien. C'est très bien la sociologie. Mais qu'ils ne comptent pas sur le contribuable pour financer des filières qui n'offrent pas de débouchés professionnels. » Dont acte. Aujourd'hui, les inquiétudes nées de la loi LRU et des mouvements qui l'ont accompagnée entraînent une baisse significative – perceptible dès cette rentrée-ci – des effectifs dans les filières centrées sur la recherche. Inquiétant ! A l'inverse, la professionnalisation des diplômes profite aux filières dites « rentables » : l'économie, la gestion, le droit et... la finance !

La LRU a le mérite de la clarté : professionnalisation et rationalisation des diplômes. En somme, une université au service de l'économie. Elles devront désormais combler les besoins économiques des bassins d'emplois dans lesquels elles sont implantées.

Pour autant, le compte n'y est pas côté universités. Si les étudiants inscrits dans un cursus universitaire connaissent un taux d'échec supérieur à la moyenne, les ressources humaines et financières déployées dans le supérieur ne sont pas à la hauteur des enjeux. Euphémisme ! A quand une dotation – si ce n'est plus – au moins équivalente à celle allouée aux grandes écoles, HEC, Polytechnique et autres IEP ? Pire. Le gouvernement annonce une suppression de 900 postes de chercheurs au budget 2009. Scandaleux. Autant dire que la qualité des enseignements assurés par l'université va en prendre un coup !

Plus de concurrence pour un savoir toujours plus utilitaire. Et inversement. En chœur ! Voilà un concept qui rappelle une vieille rengaine sarkozienne. En attendant, la nécessaire liberté de la recherche universitaire face au pouvoir politique et économique est gravement atteinte.

● **Pierre Jacquemain**

1. En référence à l'ouvrage du collectif Abélard, publié aux éditions du Croquant, Paris, 2003.

2. Licence, Master, Doctorat

3. Loi relative aux Libertés et aux responsabilités des universités.

### LE MERLE MOQUEUR

Bonne nouvelle : au moment où le téléphone sonna pour annoncer à Jean-Marie Le Clézio qu'il avait le Nobel, l'écrivain que les jurés suédois ont salué comme « l'explorateur d'une humanité au-delà et en deçà de la civilisation régnante » était en train de lire *La dictature du chagrin*, de Stig Dagerman. Un livre où il est écrit que « chez la plupart de ceux qui façonnent l'opinion démocratique de ce pays, il n'y a pas plus d'instinct démocratique que dans une bordure de trottoir ». C'était en 1950.

Les accords de Bretton Woods n'avaient que six ans. Même pas l'âge de raison... ●

### À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Débat général :  
[Crises financières- crise du système](#)

→ A voir : [Créateur en maraude](#)

→ [Quelques conditions pour une nouvelle formation politique](#)

→ Initiatives : [Ripostes : des pétitions](#)

**Samedi 11 octobre aura lieu à Gennevilliers le rendez-vous des signataires– et hésitants– de l'appel de *Politis*. Si les objectifs à terme ne sont pas clairement définis, l'initiative a le mérite de poser un cadre politique permanent et qui rassemble forces et individus de la gauche « sociale et écologiste ». *Cerises* fait le point sur les enjeux de ce rendez-vous à la veille des congrès des partis politiques de toute la gauche.**

## BIENVENUE AU CENTRE DU MONDE

Samedi, Gennevilliers a le plaisir d'accueillir les signataires – et celles et ceux qui veulent « voir avant de signer » – de l'appel de *Politis*. C'est un événement important pour une ville populaire qui se pense au centre du monde, Paris pour banlieue. C'est une bonne chose que ce soit dans une ville comme celle-là qu'on se rassemble pour changer ce monde, construire une autre société. Nous avons hâte de vous rencontrer, forts de vos doutes, vos colères, vos espérances, vos inquiétudes, vos critiques, vos propositions, vos envies et votre scepticisme. Le mélange de tout cela sera forcément créatif ! Avons-nous vraiment le choix ?

Tout l'enjeu réside dans notre capacité, notre volonté collective à (ré)engager un travail collectif, un processus pour « organiser l'alternative à gauche ». La garantie d'efficacité repose sur nos exigences collectives et individuelles. Il faut que ce soit réellement l'assemblée des signataires de l'appel de *Politis* qui décide des prolongements qu'il convient de donner à cette initiative, de la façon de faire vivre le processus.

Nous déciderons de tout ce samedi. Et comme personne ne croit au père Noël, encore moins à la démocratie spontanée, il faut bien réfléchir en termes de

processus, et surtout d'affirmation d'une volonté commune. Je partage les propos de Denis Sieffert : *«Le rassemblement de toutes les forces antilibérales et la création d'un cadre permanent d'action et de réflexion pour élaborer une véritable politique de transformation écologiste et sociale. Cette volonté doit être inébranlable. Pour cela, nous devons évidemment faire la part des choses : développer d'abord ce qui nous rassemble et ce qui nous est immédiatement nécessaire pour faire face aux urgences de la situation ; puis mettre en place les outils qui, pour le moyen et le long terme, nous permettront de travailler à des convergences plus profondes.»*

Rien ne sera réglé samedi, mais il peut se passer quelque chose d'important qui engage l'avenir. Cela peut être un moment de convergence, un nouveau départ pour celles et ceux qui pensent que s'attaquer aux urgences d'aujourd'hui passe par faire vivre, entendre, construire une autre société. Il y a matière à débattre, de nombreuses divergences entre nous sur « cette autre façon de faire société », mais il y a aussi beaucoup de convergences. La leçon que je tire de nos actions collectives et parfois disper-

sées pour « une candidature unitaire en 2007 », c'est que j'ai beaucoup appris de personnes et organisations ayant d'autres cultures politiques que moi, que

**«Il faut leur redonner goût à l'exigence, à la parole, au rêve, au conflit politique, au combat pour un autre monde. Nous leur devons bien ça, avec "notre volonté commune"»**

c'est stimulant pour innover, inventer, sortir des sentiers battus. J'ai appris que c'est la convergence de ce qui nous rassemble qui fait notre force, rend crédibles, audibles nos paroles et nos actes. J'ai appris aussi qu'il faut absolument une farouche volonté d'aboutir.

Dans ma ville populaire, dans cette ville au centre du monde, les hommes et les femmes qui la composent ne demandent malheureusement plus rien. Il faut leur redonner goût à l'exigence, à la parole, au rêve, au conflit politique, au combat pour un autre monde. Nous leur devons bien ça, avec «notre volonté commune».

### ● PATRICE LECLERC

Conseiller général de Gennevilliers

[www.patrice-leclerc.org](http://www.patrice-leclerc.org)  
[www.phototheque.org](http://www.phototheque.org)

## POINTS DE VUE

### L'UTILITÉ DU «PACTE»

**Christian Picquet,**

courant Unir de la LCR

Avec la crise du capitalisme, l'appel de *Politis* révèle son bien-fondé. Sans une gauche de gauche, que le PS a définitivement renoncé à incarner, les victimes de cette tourmente ne trouveront pas de réponse à leurs attentes. Mais rien ne se fera sans convergence de toutes les forces de transformation.

On ne peut brûler les étapes. Si un nouveau parti, aussi pluraliste que l'est Die Linke en Allemagne, est d'une brûlante actualité, il ne surgira pas de proclamations ou de regroupements à la marge. La rencontre du 11 octobre doit donc chercher à rouvrir une dynamique de nature à changer la donne à gauche, à partir de propositions en rupture radicale avec la logique même du système.

Le «pacte» proposé par *Politis*, en n'entrant en concurrence avec aucun projet existant par ailleurs, peut permettre de sortir du marasme engendré par nos échecs passés.

### PASSAGE À L'ACTE

**Clémentine Autain,**

féministe et codirectrice du mensuel *Regards*

La crise du capitalisme donne à voir l'urgence de la construction d'une alternative. Car si chacun dénonce un système économique qui marche sur la tête, les réponses apparaissent défailtantes, non crédibles ou sont inaudibles. Les signataires de l'appel de *Politis* portent l'exigence de la refondation d'une gauche de transformation sociale, seule à même d'apporter des réponses neuves et dura-

bles à une société en souffrance sociale et démocratique. Cette perspective suppose de dépasser les clivages du XX<sup>e</sup> siècle, de se mettre sérieusement au travail pour articuler les apports de différentes cultures et de dégager des stratégies efficaces pour des majorités d'idées et d'actions. La tâche est immense. Comment imaginer qu'elle se traduise par une succession de textes et pétitions de pure intention ou par des réunions autocentrées débouchant sur... la date d'une prochaine réunion ? Énoncer une perspective juste ne suffit pas. Encore faut-il passer à l'acte, en créant une nouvelle force politique permettant d'être en dynamique, de prendre position, de faire. C'est aujourd'hui l'atout du Nouveau parti anticapitaliste. L'appel de *Politis*, plus ambitieux sur le rassemblement et la quête de réponse institutionnelle, peut-il avoir cette efficacité ? Les composantes politiques structurées de cet espace ont la clé de la réponse.

### L'URGENCE EST LÀ, MAIS IL N'Y A PAS DE RACCOURCIS

**Claude Debons,**

ancien responsable syndical

Depuis l'appel de *Politis*, l'approfondissement de la crise du capitalisme donne une autre ampleur aux défis à relever. L'appel fournit le cadre nécessaire. Car, sans unité de la gauche de transformation, sans projet politique au cœur de la gauche et non à ses extrêmes ou à ses marges, il n'y aura pas d'alternative aux différentes variantes de droite et de «gauche» du néolibéralisme. L'urgence de réponses à la hauteur des défis est là et, en même temps, l'histoire récente montre qu'il n'y a pas de raccourcis. Mobiliser contre les mauvais coups de la droite, élaborer des propositions alternatives, rassembler les forces nécessaires à la crédibilité de cette ambition – celles qui s'étaient retrouvées dans la campagne du Non au TCE – cela reste le cap à tenir. Mais attention, sous peine de nouvelles déconvenues, à ne pas faire dire à cet appel plus que ce qu'il affirme lui-même. A cette étape, cela ne peut être qu'un cadre unitaire souple d'initiatives et de débats. Mais cela n'interdit pas qu'ultérieurement il y ait plus si affinités dans la construction d'une gauche digne de ce nom !

### UN PROJET ALTERNATIF EN POSITIF

**Frédéric Lebaron,**

sociologue

L'appel de *Politis* insistait à juste titre sur la nécessité d'organiser l'alternative à gauche. Si l'on ne réduit pas le mot «organiser» à l'idée triviale d'un mecano d'appareils, il faut prendre au sérieux cette idée d'organisation et lui donner un contenu concret.

Un «cadre permanent» de réflexion est une chose, mais il existe déjà de nombreux groupes de réflexion à gauche. C'est aussi à la diffusion élargie des idées et des travaux critiques ainsi que des propositions issues de la «contre-expertise», qu'il faudrait s'atteler.

Organiser l'alternative, cela veut aussi dire aider à faire converger les résistances aux politiques néolibérales; plus encore, c'est structurer notre projet alternatif «en positif», très concrètement en lui donnant corps autour de quelques grands axes qui pourraient rapidement constituer une «campagne» commune, par exemple pour que l'argent public serve désormais aux besoins sociaux plutôt qu'à réparer les défailtances des marchés financiers.

### CRÉER UN CADRE PERMANENT DE RÉFLEXION

Extrait d'une interview de

**Denis Sieffert**, directeur de la rédaction de *Politis*, parue dans *la Voix Populaire*, par Angélique Dumont

« La crise financière que nous subissons donne encore plus de motifs de rassemblement. De plus en plus de gens ont conscience de ce qui est la cause de cette situation et sont critiques vis-à-vis du libéralisme. (...) L'objectif, c'est de créer un cadre permanent de réflexion, un espace de confrontation d'idées et de reconstruction d'idéaux communs et qui intègre l'ensemble des mouvements. (...) Ma proposition, ce n'est pas que l'on se retrouve avec une structure investie d'un pouvoir politique mais plutôt une instance de gestion de la suite du processus (...) il s'agit d'avoir des animateurs qui veillent à la mise en place de réunions, à la circulation de textes, de contributions. »



## ●●● POUR CONSTRUIRE UNE ORGANISATION ALTERNATIVE

Extraits de la Motion des Alternatifs des 27 et 28 septembre 2008

Les Alternatifs agissent dans une triple direction :

- Pour le rassemblement de l'ensemble des forces de gauche (partis, syndicats, associations) dans un front commun de luttes qui s'oppose aux mesures de régression sociale et de mise en cause des libertés démocratiques du gouvernement Sarkozy-Fillon.
- Pour la mise en place d'espaces communs d'actions et de débats sur les contenus d'une alternative au système capitaliste, productiviste et patriarcal où se re-

trouveraient les diverses composantes du Non de gauche au TCE. C'est le sens de notre participation à la réunion nationale de l'appel initié par *Politis* le 11 octobre. Ces espaces communs doivent être largement ouverts à toutes les sensibilités. Toutes les forces et courants qui avaient participé à la victoire du Non de gauche y ont, de notre point de vue, leur place.

- Pour la construction d'une organisation alternative, altermondialiste, écologiste, antiraciste, féministe et autogestionnaire.

Cette démarche, nous souhaitons l'engager avec les militant-e-s des multiples combats sociaux et écologistes, le courant Communistes unitaires, les courants écologistes de gauche et les collectifs unitaires...

(...) La coordination générale propose que le

débat se poursuive dans les comités et fédérations, en vue du rassemblement, sur les thèmes suivants: quelle rupture avec le modèle capitaliste, productiviste et patriarcal, quel rapport luttes/institutions, quelle analyse du champ politique et notamment du social-libéralisme, comme sur les formes du regroupement (fédération ou autre) préfigurant à terme une organisation commune.

Le congrès national des Alternatifs réuni les 7, 8 et 9 novembre à Lyon sera à la fois consacré à l'approfondissement du projet alternatif et aux propositions politiques et organisationnelles de notre mouvement en vue d'une première convergence des forces de gauche alternative, écologiste, féministe, antiraciste, altermondialiste et autogestionnaire. ● (voir le site [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)).

## COMMUNIQUÉ

# communistes unitaires

## LES COMMUNISTES UNITAIRES POUR LA RÉUSSITE DE LA RÉUNION NATIONALE DES SIGNATAIRES DE L'APPEL POLITIS

Les Communistes unitaires sont partie prenante de l'appel «L'alternative à gauche, organisons-la !» initié par *Politis* et participeront activement à la réunion nationale des signataires du 11 octobre, à Gennevilliers.

Il s'agit de concrétiser l'objectif ainsi énoncé: «*Sans préalable sur les engagements des uns et des autres, construisons un cadre permanent qui nous permette, ensemble, nationalement et localement, de réfléchir aux moyens d'une vraie réponse politique aux attaques de la droite et du Medef et d'aborder les grands rendez-vous qui s'annoncent.*»

Cet espace est nécessaire pour, dans le même temps et en articulation :

- **travailler les convergences entre les mouvements sociaux – sans se substituer à eux – et leur expression politique**
- **développer le travail de fond sur l'alternative politique, en mettant en cause les barrières traditionnelles entre le mouvement social, les luttes écologiques et le politique, tout en répondant aux urgences**
- **travailler à la convergence la plus large à l'occasion des élections européennes et dans la perspective des élections régionales**

La crise financière aiguë que nous connaissons actuellement crée à la fois des urgences et des possibilités nouvelles de remettre en cause concrètement le capitalisme.

Nous souhaitons la mise en place **d'une équipe de coordination pluraliste, représentative de la diversité des sensibilités politiques, syndicales, associatives et citoyennes**, organisées ou non, présentes au sein de l'appel, ouverte et qui ne soit pas une

«direction». Il s'agit d'établir des modalités transparentes de travail et d'initiatives.

Parmi les participants à cette initiative, des militants ont commencé depuis quelques mois à débattre de la possibilité d'avancer concrètement vers la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique.

L'idée de fédérer les forces et les militants qui sont prêts à marquer une première étape en ce sens chemine. Elle s'appuie notamment sur le fait que le déficit d'initiative sur cette question de la force politique produit de la démobilisation, de la démotivation, sur fond de démission et de repli des partis politiques traditionnels, alors que tout indique que les attentes et aspirations parmi les citoyens attachés aux valeurs de la gauche sont très fortes.

Les Communistes unitaires poursuivront dans la prochaine période les dialogues engagés sur la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale comme sur l'ensemble des enjeux de refondation en France et en Europe d'une gauche digne de ce nom.

Pour l'heure, la réussite de l'initiative unitaire du 11 octobre constitue leur priorité.

7 octobre 2008

Le collectif d'animation des Communistes unitaires

### Association des Communistes unitaires :

contact.communistes.unitaires@gmail.com

Sylvie Larue 06 81 21 20 58 - Gilles Alfonsi 06 18 06 17 17



## «IL FAUT QUE ÇA CESSE» ... ET QUE ÇA CHANGE !

**Pari réussi pour la seconde édition du Forum social des quartiers populaires (FSQP)** qui s'est tenue du 3 au 5 octobre dernier à Nanterre à l'initiative d'une cinquantaine d'associations de toute la France. La détermination et la motivation sans faille des organisateurs ont réussi à pallier le manque de moyens financiers et une météo nationale véridique «agent du capital» ! Les tables rondes, projections, pièces de théâtre et concerts de ces trois jours riches en rencontres, en discussions et émotions, ont porté sur l'ensemble des questions qui préoccupent les habitant-e-s et militant-e-s des quartiers. Des problèmes de logement à ceux du chômage, en passant par le racisme, le sexisme, les discriminations et la répression systématiques, il s'agissait, d'une part, de faire un état des lieux de la situation qui, de l'avis général, n'a cessé de se détériorer, et ce à tous les niveaux. Mais le Forum s'est aussi donné pour objectif de reconstruire, face aux attaques globales, un rapport de force social et politique, à travers des campagnes coordonnées, et en développant une expression collective propre et alternative. Au nombre des débats qui ont animé les conversations le long des travées du grand chapiteau ou autour d'un bon thé menthe bien tapé, celui portant sur l'attitude à adopter vis-à-vis des forces de la gauche sociale et politique traditionnelle a été un des plus mouvementés. Autonomie stricte et totale, alliances tactiques ponctuelles ou collaborations plus permanentes ? Pourquoi, avec qui, quand, comment, sur quelles bases et à quelles conditions ? Tous ces questionnements portaient incontestablement encore le poids d'une histoire dont les épisodes d'instrumentalisations et de «trahisons» ont créé beaucoup d'amertume et de rancœur. Mais si tout le passif est loin d'être réglé, un début de dialogue s'est renoué. Désormais, c'est en construisant ensemble, tou-te-s solidaires parce que tou-te-s concerné-e-s, les batailles communes et spécifiques à venir, que pourront se (re)forger des liens de respect, de confiance, et des perspectives partagées.

● **Danièle Obono**, doctorante en science politique, militante NPA

## À VOT' BON CŒUR, M'SIEURS-DAMES...

On s'était fait discret sur le sujet. A nous de faire nos preuves pour commencer. Voici donc bouclé le 8<sup>e</sup> numéro de *Cerises*. On peut parler d'argent.

### Le fait que *Cerises* soit gratuit ne signifie pas qu'il ne coûte rien.

Chaque numéro est le fruit d'un travail d'écriture bénévole. Il en va différemment de la maquette, la correction... *Cerises* coûte à l'association des Communistes unitaires environ 500 euros par semaine. A force, ça pèse ! Aussi, nous demandons à tous les lecteurs qui le peuvent de contribuer à

remplir le panier de *Cerises* en versant à l'association des Communistes unitaires.

On vous sait gourmand, on compte sur vous !

PS :

**1<sup>re</sup> confidence** : A la pointe de l'info, nous savons aussi que le stand des Communistes unitaires à la Fête de *Huma* a été victime de son succès.

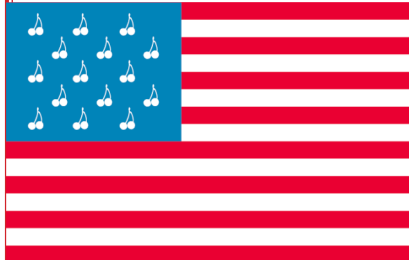
Les débats se sont enchaînés et ont tous fait salle comble. Bilan : moins de consommations au bar. Bref, le stand est déficitaire. Pensez-y également.

**2<sup>e</sup> confidence** : un versement régulier, mensuel, même petit, est une source de sécurité pour l'association.

Si vous le pouvez, optez pour [la version prélèvement automatique](#).



## FIL CERISE...



Chaque semaine, retrouvez un point d'actualité sur les élections américaines.

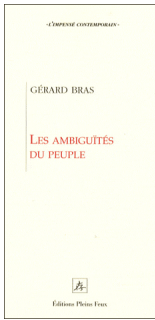
### Guantanamo, c'est où ?

D'après un sondage annuel conduit par le Drum Major Institute for Public Policy en juillet 2008, l'anxiété ronge les classes moyennes aux Etats-Unis, quel que

soit leur penchant politique. Dans l'ordre, l'économie et l'emploi, le prix de l'essence, la guerre en Irak, la sécurité sociale, l'éducation et les impôts sont des sujets récurrents d'angoisse. 75 % des personnes interrogées partagent l'idée qu'une couverture maladie universelle est une nécessité ; 71 %, que les employeurs doivent couvrir les frais médicaux d'une famille ; 62 %, que le système de prêt doit évoluer afin de garantir la jouissance des biens immobiliers. 78 % sont favorables à une expansion de l'assurance santé pour les enfants de familles modestes et/ou démunies. La campagne McCain, axée sur l'histoire de ce héros de la guerre du Vietnam et sur le thème de la sécurité du pays est à côté de la plaque. Revers de la médaille, les violations du droit international et l'emprisonnement de près de 27 000 détenus dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, en Irak, en Afghanistan ainsi que dans des lieux secrets de détention sont relégués aux oubliettes. Mais, après tout, dans la France de 1958, qui s'intéressait à la villa Susini (1) ?

1. Centre de détention et de torture à Alger pendant la guerre d'Algérie.

● **MARIE-AGNÈS COMBESQUE**



## Les ambiguïtés du peuple

Le philosophe Gérard Bras nous propose 67 pages de réflexions et de recherches sur le peuple, pour nous inviter à en découvrir une multitude.

Peuple juridique, peuple ethnique, peuple social sont décortiqués. Mais LE peuple, existe-t-il vraiment et à quelles conditions ?

Les ambiguïtés du peuple «ne sont pas accidentelles» : «elles expriment l'impureté essentielle de la politique, ce fait que la politique est conflit dans lequel s'exprime une tension entre le point de vue de l'Etat, c'est-à-dire de la règle instituée et de sa gestion, qui ramène le peuple à l'un, même si cet un est composé de plusieurs parties, pour en faire l'objet de la pratique "policière", et le point de vue de la "vérité effective de la chose", celui d'un "tort" qui cherche à se faire reconnaître, c'est-à-dire du conflit.»

En ce sens, pour Gérard Bras, le concept philosophique de «peuple» ne peut pas être abandonné au profit de celui de «multitudes». Une conclusion qui appelle à de nouveaux développements. Un nouvel ouvrage ? En cette période de critique du populisme, d'appels au peuple, d'absence de peuple, la lecture de l'ouvrage de Gérard Bras, *Les Ambiguïtés du peuple*, est un fin stimulant pour les neurones de celles et ceux qui veulent changer le monde. ● P.L.

Gérard Bras, *Les Ambiguïtés du Peuple*, Éditions Pleins Feux, Nantes, 2008, 8 €

→ Cerises voudrait avoir du goût  
Pour les questions de fond.  
Pour le débat contradictoire.  
Pour les métissages possibles entre les cultures présentes dans la gauche de gauche et avec les espaces critiques les plus divers.  
Pour contribuer à l'émergence d'un projet de transformation sociale et d'une nouvelle force politique. Pour un communisme politique métamorphosé qui prendrait place en son sein.  
Bonne dégustation !

Cerises est édité par les Communistes unitaires

**contact.cerises@gmail.com**

Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
Queues de Cerises : Michèle Kintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Anaud Viviant, avec la collaboration de Marie-Agnès Combesque

## Grand guignol à l'Hôtel de ville...

L'annonce par Christine Albanel de l'installation prochaine d'un bout de la Comédie-Française à Bobigny (93) en lieu et place de la MC 93, scène nationale dont la programmation est connue pour sa qualité, a déclenché depuis dix jours une vive polémique. Pour les uns, dont le directeur de la MC, Patrick Sommier, cette annonce non concertée constitue une «OPA hostile» sur un lieu majeur de création... Pour les autres, c'est une aubaine : ainsi, lors d'une conférence de presse à l'hôtel de ville de Bobigny, la maire de la ville a expliqué que «Les noces de la création et du public populaire n'ont pas débouché sur une union solide» avant d'indiquer : «Il m'est proposé que soit implanté le plus beau théâtre du monde à Bobigny. Quel maire digne de ce nom refuserait une telle opportunité ?» Une piste pour ne pas en rester à un enthousiasme d'opportunité ni à une opposition stérile : construire en toute transparence une collaboration de la MC 93 et de la Comédie-Française, ce qui suppose de réfuter la méthode gouvernementale du fait accompli et de la baisse des crédits.

«Bouton Boutin». Une première mobilisation d'ampleur doit avoir lieu ce samedi contre le projet de loi Boutin. Elle aura lieu devant le ministère de la Crise du logement, rue de la Banque. A l'appel de plusieurs syndicats, associations et autres collectifs la mobilisation – peu banale – consistera en une simple application de la Loi du 11 octobre 1945 sur la réquisition de locaux vacants. Un jeu de piste des immeubles vides sera donc organisé. Venez nombreux ! La mobilisation continuera le mardi 14 octobre à 17 h à l'occasion d'un rassemblement devant le Sénat alors que le texte sera en discussion dans la seconde chambre. Toutes les infos sur : [www.ministereudelacrisedulogement.org](http://www.ministereudelacrisedulogement.org)

Choix stratégiques du PCF... La direction du PCF se réunira le 15 octobre pour parler de la crise financière et le 24 octobre pour poursuivre sa réflexion en vue des élections européennes de juin 2009. Il semble prévu que Marie-George Buffet annonce lors de cette réunion son départ de sa responsabilité de secrétaire nationale lors du congrès de décembre 2008. Auparavant, on connaîtra le 10 octobre le nombre et les signataires des textes alternatifs proposés comme «base commune» de discussion. A ce jour, outre le

texte officiel dont Pierre Laurent a animé l'écriture cet été, seuls deux textes alternatifs, tous deux de courants orthodoxes, semblent devoir être soumis au suffrage des adhérents, sous réserve qu'ils obtiennent le nombre de signataires obligatoire (200 adhérents de 10 fédérations au moins). Les adhérents choisiront la base sur laquelle ils souhaitent travailler par un vote les 29 et 30 octobre. Les AG de sections et les congrès départementaux auront lieu entre le 10 novembre et le 7 décembre.

Réinventer l'ANECR. L'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) tiendra son congrès national à Montpellier du 17 au 19 octobre. Tandis que *l'Humanité* continue à faire semblant que le nombre d'élus communistes se serait stabilisé lors des élections municipales et cantonales de mars 2008 (alors qu'il a subi une nouvelle baisse), André Chassaing, président de l'association, appelle à prendre en compte les origines variées des nouveaux élus, dont maintenant la moitié environ ne sont pas adhérents au PCF. Ainsi, au-delà de l'appel en direction des autres structures d'élus progressistes pour des initiatives communes, c'est bien l'identité de l'association qui est à réinventer : association miroir du PCF ou association des élus pour la transformation sociale ? Pour un peu, on penserait que ce débat n'est pas sans rapport avec celui du 34<sup>e</sup> congrès du Parti.

Relations diplomatiques... Le 3 octobre, les Communistes unitaires ont rencontré le M'PEP (Mouvement politique d'éducation populaire : [www.m-pep.org](http://www.m-pep.org)). L'échange a porté sur les buts et les initiatives de chacun, à partir d'un diagnostic assez proche sur l'état de la gauche institutionnelle, l'enjeu clef du passage à la politique du mouvement social, la volonté de création d'une force de transformation sociale, qui assumerait une identité pluraliste, le souhait d'une démarche unitaire pour les élections européennes... De sérieux points de débat ont été évoqués, en particulier sur l'articulation du combat pour l'égalité et du combat pour la liberté, sur l'Etat, sur la question projet/programme... Le M'PEP a présenté ses propositions de sortie de l'Union européenne – pour «sortir de l'eurolibéralisme» – et sa campagne pour le droit à l'emploi «opposable».

Relations diplomatiques (suite)... Une rencontre entre les Communistes unitaires et le Comité... du NPA est programmée le 14 octobre prochain. A suivre.

